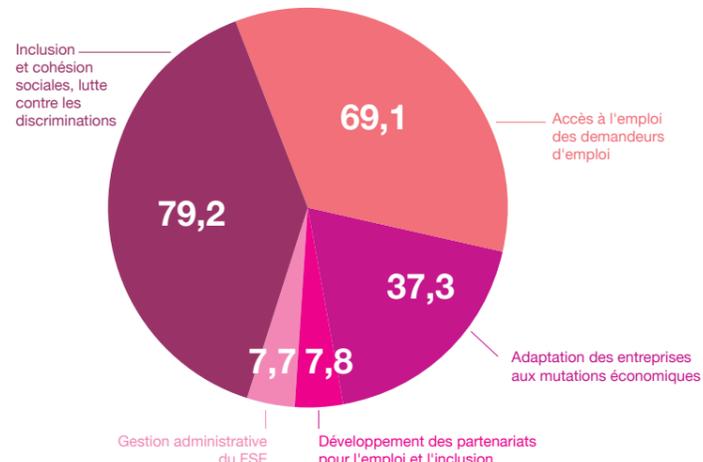
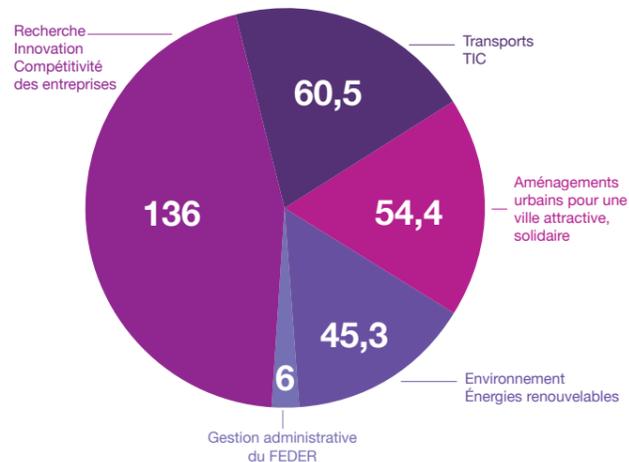


FOCUS SUR LES FONDS 2007/2013

LES FONDS EUROPÉENS POUR LA PÉRIODE 2007/2013, CE SONT **720 MILLIONS D'EUROS** RÉPARTIS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE RÉGIONAL. GRÂCE À SON SOUTIEN, L'UNION EUROPÉENNE A PERMIS LA RÉALISATION DE **PLUS DE 50 000 PROJETS** QUI ONT CONTRIBUÉ AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET DURABLE DES PAYS DE LA LOIRE.

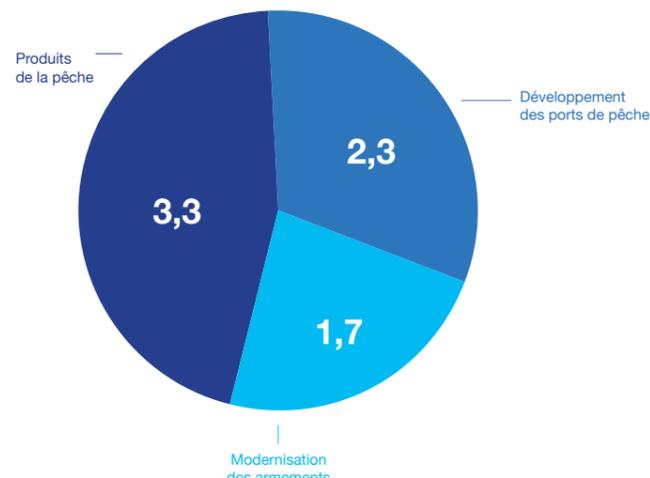
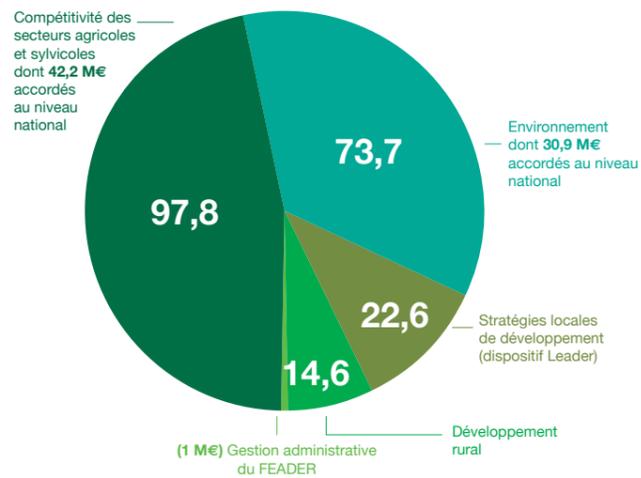
FEDER → 302,2 M€

FSE → 201,1 M€



FEADER → 209,7 M€

FEP → 7,3 M€



L'EUROPE EN PAYS DE LA LOIRE

Programmes 2007/2013



7 ANS D'ACTION AU PLUS PRÈS DES LIGÉRIENS



L'Union européenne agit en faveur de l'ensemble des territoires de la région des Pays de la Loire. Du soutien de la compétitivité économique à la restauration de la biodiversité en passant par le développement de la formation tout au long de la vie, **les fonds européens ont permis l'émergence et la réalisation de nombreux projets.** Qu'il s'agisse de petites ou de grandes entreprises, d'universités, d'associations, de collectivités locales, d'agriculteurs, de pêcheurs, ou encore de demandeurs d'emploi, un public très large a pu bénéficier de l'aide de l'Europe.

À l'heure où s'achève la programmation pour la période 2007/2013, **retour sur 7 ans de financements européens en région.**

CHIFFRES CLÉS

FEDER	<p>10 M€ supplémentaires ont été consacrés à des projets de coopération avec d'autres pays de l'Union européenne (programmes INTERREG)</p> <p>1 020 postes de chercheurs créés</p>	<p>+ 2 430 logements sociaux ont fait l'objet d'une réhabilitation énergétique</p> <p>3 200 PME et start-up accompagnées dans leurs projets</p>
FSE	<p>+ 29 000 apprentis ont bénéficié d'actions de formations soutenues en 2013</p>	<p>+ 176 000 demandeurs d'emplois ont bénéficié des divers dispositifs soutenus</p>
FEADER	<p>+ 4 500 jeunes agriculteurs aidés pour leur installation</p>	<p>1 130 projets de maintien des services essentiels à la population en milieu rural</p>
FEP	<p>384 entreprises des secteurs de la pêche et de l'aquaculture accompagnées</p>	



S'il ne fallait retenir que deux chiffres pour illustrer l'impact de l'action des fonds structurels européens dans la région, il serait utile de garder à l'esprit les 50 000 opérations accompagnées et les 720 millions d'euros mobilisés. Par-delà ces chiffres, c'est aussi la diversité des actions soutenues qu'il convient de souligner : recherche, innovation, compétitivité, emploi, inclusion, formation, déplacements, biodiversité, patrimoine culturel, aménagement, etc. Il est opportun, au moment où s'achève la programmation de la génération 2007/2013, de faire connaître la multiplicité de ces actions, l'étendue des territoires couverts et la diversité des initiatives privées et publiques accompagnées. Il nous appartient de veiller désormais à ce que chacune des opérations soit réalisée et à nous projeter sur la nouvelle génération de programmes.

Henri-Michel COMET
Préfet de la région Pays de la Loire



L'achèvement de la programmation européenne pour la période 2007/2013 donne l'occasion de dresser un bilan de l'action de l'Europe dans notre région. La rétrospective offerte, à travers quelques exemples de projets, témoigne de la multitude des champs d'intervention, qui a permis d'améliorer de façon concrète le quotidien des Ligériens. 2014 n'est pas seulement une année de transition entre deux programmations, c'est également un tournant puisque la Région sera responsable de la déclinaison des politiques européennes sur son territoire pour les 7 ans à venir. Cela constitue un nouveau défi mais également une occasion unique de mieux articuler l'intervention publique sur les territoires. Je veillerai particulièrement à ce que la collectivité porte une vision complète intégrant fonds européens, contrat de plan État-Région, politiques régionales et contrats de territoires afin de mettre les projets au cœur de notre action.

Jacques AUXIETTE
Président de la Région Pays de la Loire

Promouvoir un territoire accessible et attractif

LE SOUTIEN DE L'UNION EUROPÉENNE A FAVORISÉ LA PROMOTION D'UN TERRITOIRE RÉGIONAL ACCESSIBLE ET ATTRACTIF EN ACCOMPAGNANT DES PROJETS DANS LES DOMAINES DU TRANSPORT ET DU NUMÉRIQUE. SES FINANCEMENTS ONT ENCOURAGÉ L'AMÉNAGEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DES TERRITOIRES URBAINS ET RURAUX DE LA RÉGION

Faciliter l'accessibilité



Tram-train Nantes-Châteaubriant : réouverture de la ligne ferroviaire

En février 2014, au terme de 8 années de concertation, d'études et de travaux, le tram-train reliant Nantes à Châteaubriant par une ligne ferroviaire de 64 km, a été mis en circulation.

En associant les techniques du tramway (fortes accélérations et décélérations, larges portes à ouverture rapide) et du train (vitesse de pointe plus élevée que celle du tramway, places assises supplémentaires pour un meilleur confort), le concept du "tram-train" offre de nombreux atouts.

Il vise prioritairement à faciliter l'ensemble des déplacements entre le centre de l'agglomération nantaise, les territoires périurbains et les zones rurales jusque-là mal desservies. La nouvelle ligne doit également permettre d'endiguer l'intensité du trafic automobile autour de Nantes en proposant une alternative crédible à l'utilisation de la voiture. Pour parvenir à ces objectifs, trois pôles d'échanges, proposant des correspondances optimisées avec de nombreuses lignes de bus et de tramway, ont été créés.

Cette opération de 248 millions d'euros - portée par Réseau Ferré de France (RFF) et initiée par la Région - a bénéficié du soutien du FEDER* à hauteur de 21 millions d'euros. Ce projet a également été rendu possible grâce aux aides de l'État, de la Région, du Conseil général de Loire-Atlantique, de Nantes Métropole et de la SNCF.



© Maison d'assistantes maternelles Les Ti Loups à Tillières

Dynamiser les territoires

Un territoire rural plus attractif grâce au Groupe d'Action Locale (GAL) du Pays des Mauges

En juillet 2008, le Pays des Mauges a été retenu dans le cadre de l'appel à projets du dispositif européen Leader (Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale), destiné à soutenir des projets "pilotes" en zones rurales.

Les acteurs du territoire (associations, entreprises et collectivités), regroupés en Groupe d'Action Locale, ont centré l'intervention de l'Europe sur les projets favorisant l'accueil et l'intégration durable de nouvelles populations et activités. Pour y parvenir le Groupe a défini trois domaines prioritaires : le maintien et le développement d'une dynamique économique créatrice d'emplois ; le renforcement des services essentiels à la population et la prise en compte d'un développement local durable. Cette stratégie vise à conforter le dynamisme économique et démographique de ce territoire de plus de 127 000 habitants.

Une enveloppe financière de 1,2 millions d'euros a été octroyée par le FEADER* au Pays des Mauges sur 7 ans.

ZOOM Environnement

AMÉNAGER LE TERRITOIRE EN PRÉSERVANT LA BIODIVERSITÉ

Engagement phare du Grenelle de l'environnement, **la Trame verte et bleue** est une démarche qui allie sauvegarde de la biodiversité et aménagement du territoire. En identifiant et en cartographiant les réservoirs de biodiversité et les corridors qui les relient, cet outil doit permettre de contribuer à la définition des conditions indispensables à la préservation des écosystèmes. Les continuités écologiques ainsi répertoriées sont destinées à être intégrées aux documents d'urbanisme. Pour mener l'étude d'identification de sa trame, **la communauté de communes des Coëvrons a bénéficié de 28 000 euros de FEADER*, soit 50 % du coût total du projet.**

ET AUSSI...

→ Un billet unique pour voyager en Europe

L'opération **"Smart Integrated Ticketing for Europe"** (SITE) porte sur la création d'un système de tarification et de billetterie unique pour voyager sans rupture entre les réseaux de transport public en Europe. Ce projet repose aussi sur le partage d'expériences menées dans chacune des villes partenaires. À Nantes, une carte de transports permettant le paiement a posteriori par l'utilisateur en fonction de son utilisation réelle du réseau, est expérimentée. **Le FEDER*, à travers le Programme INTER-REG Espace Atlantique, a soutenu Nantes Métropole, à hauteur de 350 000 euros et la SEMITAN à hauteur de 675 000 euros.**

→ Des établissements scolaires connectés

Le dispositif **e-lyco** vise à déployer les Espaces Numériques de Travail (ENT) dans plus de 650 établissements du secondaire de la région. Ce portail permet aux enseignants, personnels administratifs, élèves et parents d'avoir accès, 24 heures sur 24, à l'ensemble des informations relatives à leur établissement et aux différents services en ligne (agenda, forum, réservation de salles, prise de rendez-vous, etc.). Ce dispositif, porté par le Rectorat, la Région et les Départements, **a bénéficié de 2,4 millions d'euros de FEDER*, soit 28 % du coût total.**

→ Quatre criées vendéennes commercent en réseau

Un dispositif de commerce en ligne a été créé pour optimiser les achats et les ventes des produits de la mer entre les quatre criées vendéennes (Les Sables-d'Olonne, Saint-Gilles-Croix-de-Vie, L'Herbaudière et L'Île-d'Yeu). Le système, instauré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vendée, a permis d'améliorer la programmation des ventes et la gestion des arrivages. **Le FEP* a financé ce projet à hauteur de 61 000 euros pour un montant global de 203 000 euros.**

→ Un théâtre à vocation internationale

L'espace culturel des Jacobins, porté par la Ville du Mans, s'étend sur 11 000 m² au cœur de la cité mancelle. Pièce maîtresse de cet espace à vocation métropolitaine : un théâtre doté d'une salle de spectacle de 832 places avec espace scénique et fosse d'orchestre. Il est destiné à accueillir des compagnies nationales et internationales autour d'une programmation variée. **Le FEDER* a participé au financement du théâtre à hauteur de 2,2 millions d'euros, soit 35 % du coût total de l'opération.**

→ Une crèche innovante dans des quartiers prioritaires

Créée en 2011 par l'Association Nantaise d'Aide Familiale, **la crèche "Les Castors"** intervient sur trois quartiers prioritaires de Rezé. Elle propose, à des familles en difficulté (monoparentales, bénéficiant des minima sociaux ou de contrats à temps partiel), une solution de garde d'enfants, tout en les accompagnant dans une démarche d'insertion sociale et professionnelle. **Le FSE* a financé ce projet à hauteur de 334 000 euros, soit 43 % du coût total du projet.**

→ Un magasin de produits fermiers modernisé

La Ferme angevine est à l'origine d'un marché fermier qui réunit 18 exploitations agricoles. L'entreprise a décidé de moderniser ses équipements afin de devenir un point de vente collectif en circuit court : réaménagement de la salle, achat de matériels (vitrines et mobiliers réfrigérants, matériels électroniques d'enregistrement et de pesage). **Des investissements cofinancés par le FEADER* à hauteur de 25 000 euros pour un montant global de 128 000 euros.**

Renforcer le capital humain et la cohésion sociale

PAR SON ACTION, L'UNION EUROPÉENNE A PERMIS DE RENFORCER LES INTERVENTIONS EN FAVEUR DES ENTREPRISES ET DES TRAVAILLEURS : FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE, NOTAMMENT DES JEUNES ET DEMANDEURS D'EMPLOI, AIDE À L'EMPLOI, INSERTION DES PUBLICS LES PLUS ÉLOIGNÉS DU MONDE DU TRAVAIL



Favoriser les formations professionnelles et le retour à l'emploi

Un programme de formations du Conseil régional conçu pour les demandeurs d'emplois et adapté au marché du travail

Destiné aux demandeurs d'emploi, le programme régional de formation qualifiante (PRFQ) propose des formations qualifiantes allant du niveau CAP au master, adaptées aux besoins de l'économie locale. Aujourd'hui remplacé par le dispositif "Je me qualifie", le PRFQ se caractérise par la modularisation des parcours permettant d'individualiser la formation.

Depuis 2007, le FSE* a soutenu ce dispositif régional à hauteur de 34 millions d'euros.

Parmi les établissements inscrits dans ce dispositif figure le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricoles (CFPPA) Agri-Laval, spécialiste des formations équestres.

Il propose des actions de formation continue dans les secteurs de l'agriculture, du cheval, de l'apiculture, de l'agroalimentaire et de la santé animale. Dans le cadre du PRFQ, l'organisme a formé, de 2008 à 2013, plus de 450 stagiaires par an aux métiers de responsable ou gestionnaire d'exploitations agricoles d'élevage et d'activités équestres. **Le FSE* a financé les actions pour un montant global de 1,6 millions d'euros.**



Développer les solidarités

Insertion dans l'emploi des allocataires du RSA

L'action est menée dans la Sarthe par une équipe de 7 conseillers emploi. Ils ont notamment pour mission de recenser les offres d'emploi proposées par les entreprises aidées économiquement par le Département, et de mettre en relation ces employeurs et les allocataires du RSA. Les conseillers effectuent également un suivi afin d'accompagner ces personnes dans leur insertion professionnelle, conformément à l'axe "emploi" du Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) du département.

Des partenariats avec les acteurs de l'emploi du territoire sont également établis, comme avec le chantier d'insertion "Du pain contre la faim" qui a ainsi recruté 13 allocataires du RSA. L'objectif est de permettre à ces personnes de retrouver un travail et une confiance en eux. Sur la seule année 2013, 273 allocataires ont obtenu un contrat de travail, dont 26 en CDI.

Porté et cofinancé par le Conseil général de la Sarthe, le dispositif a bénéficié d'un financement FSE* de 312 000 euros, soit 50 % du budget global pour la période 2011/2014.

ZOOM Environnement

DES LOGEMENTS SOCIAUX RÉNOVÉS ET ÉCONOMES EN ÉNERGIE

Afin d'améliorer l'efficacité énergétique de son parc de logements sociaux existant, Sarthe Habitat a mené d'importants travaux sur un bâtiment comprenant à l'origine 132 logements. La rénovation du bâtiment, restructuré en 114 appartements, va permettre d'atteindre le niveau BBC (Bâtiment Basse Consommation), soit une consommation d'énergie inférieure à 80kWh/m²/an. En outre, les travaux rendront les logements accessibles aux personnes à mobilité réduite. **Le FEDER* a financé ce projet à hauteur de 228 000 euros pour un montant total de 2,3 millions euros.**

ET AUSSI...

→ Des formations individualisées pour les apprentis

Pour améliorer la qualité de la formation et l'offre de services proposées aux apprentis, la **Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire** a contribué au projet d'établissement du Centre de Formation d'Apprentis (CFA) de son département. Un accompagnement individualisé des parcours de formation en alternance est par exemple proposé. Localisé à Angers, Saumur et Cholet, le CFA accueille 2 800 apprentis chaque année, formés du CAP à la Licence Pro dans 17 filières différentes. **Depuis 2007, les actions réalisées dans le cadre du projet d'établissement ont représentées 5,8 millions d'euros, soutenues à 45 % par le FSE*.**

→ Des emplois saisonniers durables et reconnus

L'agriculture constitue un important gisement d'emplois saisonniers. La charte de l'emploi saisonnier, mise en place par l'**Association Départementale Emploi et Formation en Agriculture du Maine-et-Loire**, précise les engagements réciproques des salariés et des entreprises. Elle s'inscrit dans une démarche d'amélioration sociale, territoriale et professionnelle des emplois saisonniers pour leur donner une perspective durable. **14 000 euros de FEADER* ont été attribués pour la rédaction et l'expérimentation de la charte, soit 25 % du montant global du projet.**

→ Une plate-forme pour l'emploi, accessible à tous et évolutive

La **maison de l'emploi de la Roche-sur-Yon et du Centre Vendée** a mis en place une plate-forme qui oriente et informe tout salarié ou demandeur d'emploi, sur les champs de l'emploi, la formation, l'insertion et la reprise ou création d'activité. Les actions menées, comme les rencontres avec les entreprises ou les ateliers pour la création d'entreprises, sont complémentaires des missions des autres acteurs de l'emploi. Répondant à un besoin clairement identifié, la fréquentation de la plate-forme est en constante augmentation. **Le FEDER* a financé ce projet à hauteur de 67 000 euros, soit 48 % du coût total.**

→ Des formations pour faciliter la réinsertion des personnes détenues

En région, 5 établissements sont concernés par la formation des personnes en détention : **Nantes, Laval, Angers, Fontenay-le-Comte et La Roche-sur-Yon**. En permettant la construction d'un parcours individualisé, pouvant aller jusqu'à la qualification, ces actions de formations contribuent à leur réinsertion. Les personnes bénéficiant d'un aménagement de peine peuvent poursuivre leur formation à l'extérieur. **Le FSE* a financé ces actions à hauteur de 500 000 euros, pour un budget annuel de 1,57 millions euros.**

→ Un projet expérimental d'insertion par le logement

Le projet **IGLOO** s'articule autour de l'implication de 6 ménages en grande difficulté dans la construction de leurs logements et de leur accompagnement socioprofessionnel. Après avoir été formé, l'un des membres de chaque famille est intervenu sur le chantier de son futur logement. La qualification et l'insertion professionnelle qui en découlent doivent lui assurer à terme une autonomie durable. **Ce projet expérimental, mené par Nantes Habitat en lien avec la Ville de Nantes, a vocation à être modélisé dans d'autres communes. Le FSE* est intervenu pour 438 000 euros, soit 44 % du coût total.**

→ Un service de médiation, social et urbain

Dans le cadre de sa politique globale en faveur de la cohésion sociale, la **Ville d'Angers** a créé un service de 4 médiateurs chargés d'intervenir auprès de publics très fragiles. Ils ont pour mission l'écoute, le dialogue et la prévention des conflits avec les habitants, commerçants ou usagers des lieux concernés. **Une aide du FEDER* de 81 000 euros a été attribuée pour la création de ces postes, soit 50 % du coût global de l'opération.**

Soutenir les entreprises et les filières économiques

LES FONDS EUROPÉENS ONT PERMIS DE SOUTENIR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION ET D'ACCOMPAGNER LES FILIÈRES D'EXCELLENCE RÉGIONALE. ILS ONT PARTICIPÉ À L'OPTIMISATION ET À LA MODERNISATION DU TISSU PRODUCTIF EN VUE D'ACCROÎTRE LA CRÉATION DE VALEUR AJOUTÉE ET DE REDYNAMISER CERTAINS SECTEURS



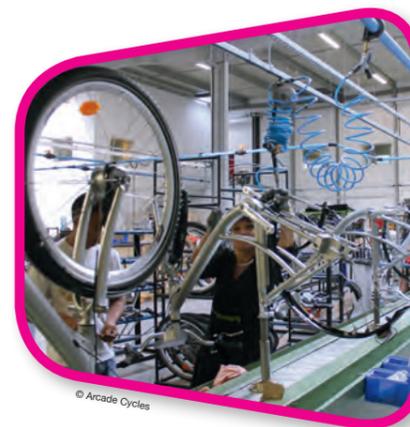
Encourager la recherche, l'innovation et la modernisation des entreprises

Un laboratoire à la pointe dans le développement de vaccins

Fondée en 2013 suite à la fusion d'Intercell AG et de Vivalis SA, Valneva est une nouvelle société de biotechnologie européenne. Elle associe deux axes de valorisation : la découverte d'anticorps et le développement de vaccins. Pour mener à bien son nouveau programme, visant notamment la découverte de molécules contre le virus de l'hépatite C, la société a acquis des équipements offrant une technologie innovante et renforcé son équipe de 55 scientifiques hautement qualifiés. Valneva est membre du pôle de compétitivité Atlanpole Biotherapies.

Pour permettre l'accroissement de son activité, un nouveau laboratoire de recherche et de développement de 3 300m² a également été construit.

L'Europe a apporté son soutien à la réalisation de ce projet grâce à une aide FEDER* de 1,5 million d'euros. L'État, la Région, le Conseil général de Loire-Atlantique, Nantes Métropole et l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) ont également apporté leur concours financier à hauteur de 16 millions euros.



Stimuler la création d'entreprises et renforcer la compétitivité des PME

Plus de 900 PME accompagnées grâce au dispositif Dinamic Entreprises

Lancé en 2007, le dispositif Dinamic Entreprises a pour objectif de donner aux PME participantes, en l'espace de 9 à 12 mois, les moyens de renforcer leur compétitivité pour atteindre des objectifs concrets et mesurables. Grâce à un accompagnement personnalisé mis en place par une équipe d'experts, le dispositif agit sur les leviers fondamentaux que sont la performance interne, le développement commercial et l'innovation. Il est piloté par la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Région et animé par des chefs de projets dans chaque département.

À La Roche-sur-Yon, l'entreprise Arcade Cycles a rejoint le dispositif pour activer les leviers nécessaires à son évolution, tels que la gestion des stocks, le management des équipes, etc. Suite au diagnostic réalisé dans la PME, un plan d'actions fixant des objectifs concrets a été appliqué. Le cadre privilégié d'échanges mis en place et l'obligation de résultat à laquelle s'engage DINAMIC ont été deux atouts du dispositif très appréciés de l'entreprise. Arcade Cycles pense à poursuivre l'expérience en s'engageant dans un nouveau module.

Ce dispositif exemplaire est mis en place et soutenu financièrement par l'État et la Région. D'un montant global de 18,2 millions d'euros, il a bénéficié d'une aide du FEDER* à hauteur de 5,1 millions d'euros.

ZOOM Environnement

DE L'ÉNERGIE PRODUITE À PARTIR DE DÉCHETS

En Vendée, l'unité de méthanisation Bionerval collecte et traite les déchets organiques d'origine animale et végétale en provenance notamment des restaurateurs, de l'industrie agro-alimentaire ou des cantines scolaires. Elle valorise ainsi 40 000 tonnes de biodéchets chaque année en produisant de l'électricité (injectée sur le réseau ERDF), de la chaleur ainsi qu'un "digestat" utilisé en substitution des engrais chimiques. Le projet a été cofinancé par le FEDER* pour 1 million d'euros sur un total de 7,3 millions d'euros.

ET AUSSI...

→ Fabrication automatisée de produits laitiers fermiers bio

La SARL Péard localisée à Bouvron, a investi en 2013 dans une nouvelle ligne de production afin d'accroître sa capacité de transformation et de conditionnement des produits laitiers fermiers, commercialisés sous la marque "Invitation à la ferme". L'entreprise pourra ainsi diversifier sa gamme, en valorisant des produits à base de lait de chèvre, et assurer les volumes nécessaires pour renforcer sa présence en grandes surfaces. Le FEADER* a financé ce projet à hauteur de 76 000 euros pour un montant global de 378 000 euros.

→ Un institut au cœur d'un campus du végétal unique

À Beaucouzé, l'Institut du végétal va rassembler, sur un seul site, la majorité des personnels des unités de recherche spécialisées dans la santé du végétal. Le projet vise en priorité la mise en commun de moyens afin de favoriser la créativité scientifique et l'innovation technologique. La maîtrise d'ouvrage a été assurée par le Conseil Général du Maine-et-Loire pour le compte de l'Université d'Angers. Le FEDER* a contribué à la réalisation des travaux à hauteur de 3,6 millions d'euros, soit 25 % du coût total.

→ Un navire de pêche modernisé, plus efficace et rentable

Le plan d'adaptation de la flotte vendéenne a permis la modernisation du navire Anthineas. Les équipements ont été transformés pour obtenir une meilleure qualité de poissons et des campagnes de pêche plus rentables. Les opérations de pêche sont plus nombreuses, moins longues et plus économes en carburant. Une répercussion positive sur le prix de vente des poissons est attendue. L'Armement Coopératif Artisanal Vendéen a bénéficié d'une aide du FEP* de 87 000 euros, soit 11 % du montant global.

→ L'aménagement de l'habitat au cœur de l'innovation

La Plate-forme Régionale d'Innovation (PRI) SolFi2A, créée en Vendée par l'organisme de formation AFPIA Ouest, structure un secteur en émergence : l'aménagement de l'habitat. Son laboratoire, dédié aux expérimentations innovantes, permet aux entreprises d'accéder à des moyens technologiques mutualisés pour développer des compétences et atteindre de nouveaux marchés. La PRI est aussi un lieu d'échanges pour les entreprises issues de secteurs d'activité variés, mais rencontrant des problématiques similaires (nautisme, menuiserie, agencement...). Le FEDER* a sou-

tenu la création de la plate-forme à hauteur de 190 000 euros, soit 21 % du coût total.

→ Profession : agricultrice

En accueillant une nouvelle co-gérante, le GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun) de la Cailletière, localisé en Mayenne, a concrétisé le projet professionnel d'une jeune agricultrice. D'une taille de 42 hectares, le GAEC regroupe un atelier de vaches laitières et du maraîchage bio, avec une possibilité de vente directe des produits. Le FEADER* a financé ce projet à hauteur de 14 000 euros pour un montant global de 55 000 euros.

→ Égalité des chances femmes-hommes par la création d'entreprise

L'association l'Ouvre-Boîtes, coopérative d'activités et d'emploi, aide les femmes à concrétiser leur projet de création d'entreprise sur le territoire des Pays de la Loire. L'association a pour mission de les aider à concrétiser leurs idées, à concilier vie privée et vie professionnelle, et de permettre leur réussite. Le FSE* a financé ce projet à hauteur de 673 000 euros, soit 39 % du montant global.